Liminaire au CTPD du 30/09/2011

Monsieur Le Président,

Le gouvernement prétend que face à la crise, la rigueur s'impose. Pour lui, il faut poursuivre les suppressions d'emplois dans la fonction publique, augmenter certains prélèvements pesant sur la consommation (donc injustes) *tout en relevant le seuil de l'ISF (nouveau cadeau aux plus fortunés)*, taxer les « complémentaires santé » et encore verrouiller la politique budgétaire.

Ce n'est pas la contribution, symbolique, de quelques milliers de très hauts revenus qui vient modifier ce constat implacable :

La rigueur ne remet pas en cause les injustices, qu'elles soient fiscales ou sociales, bien au contraire !

Fondamentalement, les réponses du gouvernement consistent à durcir et à accélérer la mise en oeuvre de sa politique économique et sociale déjà responsable d'une crise dévastatrice.

L'Union SNUI SUD TRESOR Solidaires termine sa deuxième tournée des services dans le Nord.

Le constat est alarmant, Monsieur le Président, les agents de la DRFIP du Nord vont mal.

Le manque d'effectif criant sur tous les sites visités amènent des conditions de travail difficilement supportables et bien des inquiétudes sur l'avenir.

En effet, à chaque suppression de poste, le travail est redistribué aux agents restants.

Les charges sont de moins en moins assumées, et certaines missions abandonnées.

Il en est ainsi de certains contrôles en SPL, *sans ommettre* les missions cadastrales qui ne sont toujours pas assimilées.

De plus en plus de *vos* agents, qui aiment pourtant leur métier, avouent être démotivés par une désorganisation du travail par urgence. Ils perdent leurs repères et ont le sentiment de ne pas travailler correctement. L'administration *s'acharne à* tuer la conscience professionnelle des agents!

Pire, *vos personnels* avouent à tout niveau sentir le mépris de la haute hiérarchie, sentiment amplifié depuis la fusion. Ils souffrent également du manque de reconnaissance des efforts qu'ils font.

La fusion, parlons en : l'affluence des usagers dans les trésoreries de proximité ou les SIP crée une désorganisation du travail puisque *tous les agents du site sont appelés en* renfort. La gestion, quant à elle prend du retard *ce qui accentue les urgences* à gérer.

La semaine dernière, les agents de Roubaix se sont mobilisés pour déplorer ces conditions de travail. Ils nous ont dit en avoir assez d'appeler au secours.

Quelle a été la réponse de la direction? Descendre en renfort dès 8h30 et 13h30.
La situation est catastrophique dans les secteurs de Roubaix dû au fait du numéro de téléphone unique.
Pour les agents et pour l'Union, la vraie solution se trouve :

1°) dans l'arrêt des suppressions d'emplois

2°) Dans l'affectation d'agents en SIP tant en recouvrement qu'en gestion.
Les créations des postes de cadres B en SIP accueil ont été prélevés sur les secteurs d'assiette pour les mettre à l'accueil, et ce pour diminuer le temps d'attente des usagers.
La gestion quant à elle, reste au même niveau mais avec moins d'agents , cela relève de plus en plus de l'impossible.

3°) dans l'installation d'un serveur vocal interactif. Cela éviterait aux agents de faire le standard toute la journée . Certains départements ont mis dans les grands SIP ces SVI, pourquoi le Nord refuse t il d'en affecter sur les secteurs lillois, dunkerquois et roubaisiens?
L'Union SNUI SUD TRESOR en avait fait la demande lors de l'installation de ces SIP, nous réitérons notre demande.

4°) remettre un service commun pour le courrier

5°) avoir une réflexion sur la communication avec les autres administrations sur la nécessité de demander aux usagers des copies d'avis d'imposition.

L'Union déplore toujours que l' accueil du public ne soit pas comptabilisé dans les charges de travail .

Vos agents sont très inquiets sur l'avenir de leurs missions du fait de l'impossibilité de *les* remplir toutes*. Inquiets de* la perénisation du maillage territorial, surtout dans les petits postes où un départ*, une absence,* met en danger la perenité du site et de la connaissance des métiers.

Inquiets aussi des problèmes de sécurité dans les accueils.
Les agressions y sont plus nombreuses et cela est intolérable.

Sur Roubaix, en 2 mois nous en avons recensé 3: 2 en SIP et une en SIE où un agent a été bousculé et un autre blessé.
Dans les petits postes, certains agents ont reconnu avoir peur de venir au travail, ne supportant plus ces incivilités et ces agressions.

C'est la raison pour laquelle l'Union a demandé un point à ce CTPD sur la sécurisation des postes .
Lors du CTPD du 28/06/2011, l'AGFIP du Nord s'était engagé sur ce chantier prioritaire. Qu'en est il 3 mois plus tard? Où en *sont* la budgétisation des travaux et la demande de crédit exceptionnelle à la centrale?
L'Union avait déclaré dans sa liminaire de ce CTPD, qu'il n'était pas question de faire payer toute la sécurisation des postes par le CHS.

Or, au groupe de travail *que nous sommes nous vus* proposer ? La sécurisation complète de certains postes, avec les vitres de sécurité , les systèmes de vidéo caméra.

Pour l'Union *Snui Sud Trésor Solidaires*, la DRFIP du Nord prend les OS en otage en agissant ainsi. *C'est pourquoi l'*Union a accepté les vitres de sécurité mais refusé que le CHS prenne en charge le prix de*s* caméras. Il est *extrêmement* grave*, voir inquiétant,* qu'une administration n'assume pas la prise en charge *de la sécurité* de *tous* ses agents.

Lors du CTPD du 28/06, l'Union avait proposé un projet d'affiche ayant pour but la prévention des agressions dans les accueils. L'AGFIP et le CHS ont validé ce projet.

Or, 3 mois après on ne voit toujours pas d'affiche.

Il en est de même pour la proposition de l'Union sur le projet de fiche de signalement en cas d'agression qui a été validé par l'AGFIP et le CHS et dont on n'a aucune nouvelle.

Or, ces 2 projets ne coûtent rien à l'administration. Pourquoi, ce qu'il se fait ailleurs n'est il pas possible à la DGFIP?

L'Union SNUI SUD TRESOR a demandé une liste des services en sous effectif, et enfin de la notice concernant le nouveau mode de gestion des dépanneurs/edra. Lettre restée morte à ce jour.

Autre point à l'ordre du jour: CHORUS

Ce logiciel qui a couté la bagatelle d'un millard d'euros, qui a été épinglé par la cour des comptes du fait de sa complexité de son côut pour un résultat insatisfaisant.

Pourtant dans le magazine "échanges" et le rapport d'activité 2010, l'administration en tire des conclusions positives, reconnaissant à la marge quelques difficultés liées au démarrage.
Mais elle oublie de parler des régies d'avances créées pour pouvoir payer à temps certaines factures, du manque d'effectif dans ce service et des mauvaises conditions de travail, de la lisibilité de l'application qui demeure difficile et l'inquiétude qui se rapproche d'une fin d'année chargée.

Enfin, l'Union SNUI SUD TRESOR vous alerte sur la situation de la trésorerie de Le Catteau où le projet de déménagement a été abandonné. Les agent ne peuvent rester dans de tels locaux insalubres.
L'Union vous remet les photos de ce site qui figurent dans le cahier hygiène et sécurité. Des fils électrics courent le sol, la moquette est arrachée entrainant le risque de chutes, des champignons poussent dans les toilettes, les fenêtres menacent de tomber. La liste des risques est longue.
L'Union demande que des travaux soient rapidement engagés sur ce site.

En cas de refus, l'Union réfléchira à l'opportunité du droit de retrait pour insalubrité et locaux dangereux.

A la veille d'une nouvelle mobilisation sociale, à la veille aussi d'élections professionnelles où les agents vont pouvoir s'exprimer, à la veille aussi d'élections citoyennes, l'Union Snui Sud Trésor Solidaires réitère ses revendications : arrêt des suppressions d'emplois, arrêt des suppressions de services, des diktats de la RGPP, des mises en place à marche forcée d'applications informatiques ne visant qu'à détruire les Services Publics. Nous demandons la revalorisation du point d'indice, l'augmentation des traitements et l'intégration des primes dans le calcul de nos pensions.